

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2817

[C — 2009/29393]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'Enseignement de Promotion sociale**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale, notamment l'article 111;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 mars 2009;

Vu les protocoles de négociation du 23 avril 2009 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 23 avril 2009 du Comité de concertation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Sur la proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des dispositions relatives aux fusions volontaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 27 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'Enseignement de Promotion sociale sont apportées les modifications suivantes :

1) L'alinéa 1<sup>er</sup> est complété des termes suivants :

« Les emplois de directeur adjoint et d'éducateur-économiste adjoint sont maintenus indépendamment des emplois visés aux articles 20 et 25 du présent arrêté. »

2) Les alinéas 4 et 5 sont remplacés comme suit :

« A partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit l'extinction de chacun des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'établissement concerné bénéficie d'un emploi de sous-directeur par emploi de directeur adjoint et d'un emploi de surveillant-éducateur par emploi d'éducateur-économiste adjoint.

Lorsque la fusion n'entraîne pas de cadre d'extinction pour un des emplois visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'établissement concerné bénéficie, à partir du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit la fusion, d'un emploi de sous-directeur par emploi de directeur supprimé et d'un emploi de surveillant-éducateur par emploi d'éducateur-économiste supprimé.

Par dérogation à l'article 22, l'emploi de sous-directeur visé au présent article est supprimé au 1<sup>er</sup> janvier lorsque, au cours de l'avant dernière année civile, le nombre de périodes-élèves du nouvel établissement autonome s'est situé plus de 10 % sous le nombre de périodes-élèves obtenu par l'addition des périodes-élèves des établissements préexistants à la fusion.

Par dérogation à l'article 25, l'emploi de surveillant-éducateur visé au présent article est supprimé au 1<sup>er</sup> janvier lorsque, au cours de l'avant dernière année civile, le nombre de périodes-élèves du nouvel établissement autonome s'est situé plus de 15 % sous le nombre de périodes-élèves obtenu par l'addition des périodes-élèves des établissements préexistants à la fusion. »

CHAPITRE II. — *Des dispositions relatives à certaines fonctions de personnel non chargé de cours*

**Art. 2.** A l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le tableau est modifié comme suit :

Périodes-élèves	Chef d'atelier
30.000	— un emploi à quart temps
50.000	— un emploi à mi-temps
90.000	— un emploi à trois quarts temps — ou un emploi à mi-temps et un emploi à quart-temps
120.000	— un emploi à temps plein — ou deux emplois à mi-temps
240.000	— deux emplois à temps plein — ou un emploi à temps plein et deux emplois à mi-temps — ou quatre emplois à mi-temps

b) dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 du même article, les chiffres « 320.000 » et « 200.000 » sont remplacés, respectivement, par les chiffres « 240.000 » et « 120.000 »

c) Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 3 de l'article précité est remplacé comme suit :

« Par dérogation aux normes de création et de maintien d'emploi telles que fixées dans le tableau ci-dessus :

1° les emplois attribués en vertu des règles en vigueur jusqu'au 30 juin 2009 sont maintenus jusqu'au départ de leur titulaire;

2° les emplois peuvent être scindés en emploi à quart temps :

- à 50.000 périodes-élèves;
- en vue de compléter la fonction des membres du personnel désignés ou nommés ou engagés à titre définitif dans un emploi de chef d'atelier. »

d) Il est inséré un paragraphe *1bis* libellé de la façon suivante :

« § 1<sup>er</sup>*bis*. Les emplois de chef d'atelier peuvent être attribués à plusieurs membres du personnel après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

**Art. 3.** Dans l'article 25 du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit :

« Dans un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, les emplois de surveillants-éducateurs, rédacteur et commis peuvent être créés et maintenus conformément aux nombres de périodes-élèves cités dans le tableau suivant : »

Périodes-élèves	Emplois
30.000	— 1 éducateur-économiste conformément à l'article 20 — ou 1 surveillant-éducateur — ou 1 commis — ou un emploi à mi-temps de surveillant-éducateur et un emploi à mi-temps de commis
75.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
120.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis
180.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
240.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur ou + 1 emploi à ½ temps de commis
300.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
360.000	— + 1 secrétaire de direction conformément à l'article 24 (cet emploi est obtenu par l'addition d'un emploi à ½ temps de surveillant-éducateur créé précédemment et de l'emploi à ½ temps créé au présent seuil) — ou + ½ temps surveillant-éducateur — ou + ½ temps commis
420.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
500.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 commis
660.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 commis
840.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 commis
1.200.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 rédacteur — ou + 1 commis

**Art. 4.** Il est inséré un nouvel article 25*bis* libellé comme suit dans le même arrêté :

« Article 25*bis*. Lorsqu'en vertu des normes visées à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, l'emploi du membre du personnel exerçant la fonction à prestations complètes de commis ou de surveillant-éducateur à titre définitif ou à titre temporaire à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret au sein d'un établissement, dont l'emploi a pu être organisé parce que l'établissement compte 240.000 périodes-élèves, devient définitivement vacant à l'issue des opérations statutaires ou lorsqu'un établissement atteint le nombre de 240.000 périodes-élèves, lesdites normes de création d'emplois sont remplacées conformément à l'alinéa suivant.

Dans un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale, les emplois de surveillant-éducateur, rédacteur et commis peuvent être créés et maintenus conformément aux nombres de périodes-élèves cités dans le tableau suivant :

Périodes-élèves	Emplois
30.000	— 1 éducateur-économe dans l'enseignement subventionné par la Communauté française ou un comptable dans l'enseignement organisé par la Communauté française conformément à l'article 20 — ou 1 surveillant-éducateur — ou 1 commis — ou un emploi à mi-temps de surveillant-éducateur et un emploi à mi-temps de commis
75.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
120.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis
180.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
240.000	— + 1 secrétaire de direction conformément à l'article 24 (cet emploi est obtenu par l'addition d'un emploi à ½ temps de commis ou de surveillant-éducateur créé précédemment et de l'emploi à ½ temps créé au présent seuil) — + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis
300.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
360.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis
420.000	— + 1 emploi à ½ temps de surveillant-éducateur — ou + 1 emploi à ½ temps de commis — ou + 1 emploi à ½ temps de rédacteur
500.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 commis
660.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 commis
840.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 commis
1.200.000	— + 1 surveillant-éducateur — ou + 1 rédacteur — ou + 1 commis

Toutefois, si à la date où l'emploi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> devient définitivement vacant, le commis ou le surveillant-éducateur qui y exerçait à titre temporaire une fonction à prestations complètes compte au moins un an d'ancienneté de fonction, l'intéressé poursuit sa carrière dans l'emploi considéré et les normes visées à l'alinéa qui précède ne trouvent à s'appliquer qu'au départ définitif de l'intéressé.

**Art. 5.** A l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté les mots « ou de comptable adjoint dans l'enseignement organisé par la Communauté française » sont insérés entre les mots « éducateur-économe adjoint » et les mots « sont maintenus indépendamment des emplois visés aux articles 20 et 25 du présent arrêté ».

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2009, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup> qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 7.** Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2817

[C — 2009/29393]

**14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het Onderwijs voor Sociale Promotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie, inzonderheid op artikel 111;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 februari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 19 maart 2009;

Gelet op de onderhandelingsprotocollen van 23 april 2009 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten – Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs;

Gelet op het overlegprotocol van 23 april 2009 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het Onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra erkend door de Regering;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de vrijwillige fusies****Artikel 1.** In artikel 27 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) Het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« De betrekkingen van adjunct-directeur en adjunct-opvoeder-huismeester worden behouden onafhankelijk van de betrekkingen bedoeld in de artikelen 20 en 25 van dit besluit. »

2) Het vierde lid en het vijfde lid worden vervangen als volgt :

« Vanaf de eerste dag van de maand volgend op de uitdoving van elke betrekking bedoeld in het eerste lid geniet de betrokken inrichting een betrekking van onderdirecteur per betrekking van adjunct-directeur en een betrekking van studiemeester-opvoeder per betrekking van adjunct-opvoeder-huismeester.

Wanneer de fusie geen uitdovingsformatie tot gevolg heeft voor één van de betrekkingen bedoeld in het eerste lid, geniet de betrokken inrichting vanaf de eerste dag van de maand volgend op de fusie, een betrekking van onderdirecteur per afgeschafte betrekking van directeur en een betrekking van studiemeester-opvoeder per afgeschafte betrekking van opvoeder-huismeester.

In afwijking van artikel 22 wordt de betrekking van onderdirecteur bedoeld in dit artikel op 1 januari afgeschaft wanneer, tijdens het voorlaatste kalenderjaar, het aantal lestijden-leerlingen van de nieuwe autonome inrichting meer dan 10 % lager was dan het aantal lestijden-leerlingen verkregen door de optelling van de lestijden-leerlingen van de inrichtingen die vóór de fusie bestonden.

In afwijking van artikel 25 wordt de betrekking van studiemeester-opvoeder bedoeld in dit artikel op 1 januari afgeschaft, wanneer, tijdens het voorlaatste kalenderjaar, het aantal lestijden-leerlingen van de nieuwe autonome inrichting meer dan 15 % lager was dan het aantal lestijden-leerlingen verkregen door de optelling van de lestijden-leerlingen van de inrichtingen die vóór de fusie bestonden. »

**HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende bepaalde ambten van het niet-onderwijzend personeel****Art. 2.** In artikel 23, § 1<sup>er</sup>, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, wordt de tabel gewijzigd als volgt :

Lestijden-leerlingen	Werkmeester
30.000	— een vierdetijdse betrekking
50.000	— een halftijdse betrekking
90.000	— een drievierdetijdse betrekking — of een halftijdse betrekking en een vierdetijdse betrekking
120.000	— een voltijdse betrekking — of twee halftijdse betrekkingen
240.000	— twee voltijdse betrekkingen — of een voltijdse betrekking en twee halftijdse betrekkingen — of vier halftijdse betrekkingen

b) in § 1, tweede lid van hetzelfde artikel worden de cijfers « 320.000 » en « 200.000 » respectievelijk vervangen door de cijfers « 240.000 » en « 120.000 »

c) In § 1 wordt het derde lid van het bovenvermelde artikel vervangen als volgt :

« In afwijking van de normen voor de creatie en het behoud van de betrekking zoals bepaald in de tabel onderaan :  
1° worden de betrekkingen toegewezen overeenkomstig de regels die tot 30 juni 2009 gelden, tot het vertrek van hun titularis behouden;

2° kunnen de betrekkingen verdeeld worden in een vierdetijdse betrekking :

- aan 50.000 lestijden-leerlingen;
- met het oog op het vervullen van het ambt van de personeelsleden aangesteld of benoemd of aangeworven in vast verband in een betrekking van werkmeester. »

d) Er wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De betrekkingen van werkmeester kunnen toegewezen worden aan verschillende personeelsleden na voorafgaand advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de plaatselijke paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij gebreke hieraan, van de vakbondsdelegatie, met recht op evocatie van het bureau voor bemiddeling bij onenigheid. »

**Art. 3.** In artikel 25 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« In een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie kunnen de betrekkingen van studiemeester-opvoeder, opsteller en klerk gecreëerd en behouden worden overeenkomstig de onderstaande aantallen lestijden-leerlingen : »

Lestijden-leerlingen	Betrekkingen
30.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 1 opvoeder-huismeester overeenkomstig artikel 20</li> <li>— of 1 studiemeester-opvoeder</li> <li>— of 1 klerk</li> <li>— of een halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder en een halftijdse betrekking van klerk</li> </ul>
75.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van klerk</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van opsteller</li> </ul>
120.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van klerk</li> </ul>
180.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van klerk</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van opsteller</li> </ul>
240.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>of + 1 halftijdse betrekking van klerk</li> </ul>
300.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van klerk</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van opsteller</li> </ul>
360.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 directiesecretaris overeenkomstig artikel 24 (deze betrekking wordt verkregen door de optelling van een halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder die vooraf gecreëerd werd en van een halftijdse betrekking die overeenkomstig dit besluit gecreëerd wordt)</li> <li>— of + halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + halftijdse betrekking van klerk</li> </ul>
420.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van klerk</li> <li>— of + 1 halftijdse betrekking van opsteller</li> </ul>
500.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 klerk</li> </ul>
660.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 klerk</li> </ul>
840.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 klerk</li> </ul>
1.200.000	<ul style="list-style-type: none"> <li>— + 1 studiemeester-opvoeder</li> <li>— of + 1 opsteller</li> <li>— of + 1 klerk</li> </ul>

**Art. 4.** Er wordt een nieuw artikel 25bis ingevoegd in hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« Art. 25bis. Wanneer, overeenkomstig de normen bedoeld in artikel 25, eerste lid, de betrekking van het personeelslid dat in een inrichting een ambt met volledige prestaties van klerk of studiemeester-opvoeder in vast verband of in tijdelijk verband uitoefent vóór de inwerkingtreding van dit decreet, waarvan de betrekking kon georganiseerd worden omdat de inrichting 240.000 lestijden-leerlingen telt, definitief vacant wordt nadat de statutaire maatregelen uitgevoerd zijn of wanneer een inrichting het aantal van 240.000 lestijden-leerlingen bereikt, worden die normen voor de creatie van betrekkingen vervangen overeenkomstig het volgende lid.

In een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie kunnen de betrekkingen van studiemeester-opvoeder, opsteller en klerk gecreëerd en behouden worden overeenkomstig de onderstaande aantallen lestijden-leerlingen :

Lestijden-leerlingen	Betrekkingen
30.000	— 1 opvoeder-huismeester in het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of een boekhouder in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 20 — of 1 studiemeester-opvoeder — of 1 klerk — of een halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder en een halftijdse betrekking van klerk
75.000	— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk — of + 1 halftijdse betrekking van opsteller
120.000	— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk
180.000	— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk — of + 1 halftijdse betrekking van opsteller
240.000	— + 1 directiesecretaris overeenkomstig artikel 24 (deze betrekking wordt verkregen door de optelling van een halftijdse betrekking van klerk of studiemeester-opvoeder die vooraf gecreëerd werd en van een halftijdse betrekking die overeenkomstig dit besluit gecreëerd wordt) — + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk
300.000	— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk — of + 1 halftijdse betrekking van opsteller
360.000	— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk
420.000	— + 1 halftijdse betrekking van studiemeester-opvoeder — of + 1 halftijdse betrekking van klerk — of + 1 halftijdse betrekking van opsteller
500.000	— + 1 studiemeester-opvoeder — of + 1 klerk
660.000	— + 1 studiemeester-opvoeder — of + 1 klerk
840.000	— + 1 studiemeester-opvoeder — of + 1 klerk
1.200.000	— + 1 studiemeester-opvoeder — of + 1 opsteller — of + 1 klerk

Indien de klerk of de studiemeester-opvoeder die er tijdelijk zijn ambt met volledige prestaties uitoefende, op de datum waarop de in het eerste lid bedoelde betrekking definitief vacant wordt, ten minste 1 jaar ambtsanciënniteit telt, zet betrokkene evenwel zijn loopbaan voort in de betrokken betrekking, en zijn de normen bedoeld in het vorige lid enkel na het definitieve vertrek van betrokkene van toepassing.

**Art. 5.** In artikel 27, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « of van adjunct-boekhouder in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « adjunct-opvoeder-huismeester » en de woorden « behouden onafhankelijk van de betrekkingen bedoeld in de artikelen 20 en 25 van dit besluit. »

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2009, met uitzondering van artikel 1 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2009.

**Art. 7.** De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA